

CTM

13 octobre 2015



finances
Solidaires

Action Sociale : le Hold-up !

Le projet de loi de Finances pour 2016 prévoit de ramener le budget de l'action sociale ministérielle de **155,47** millions d'euros à **127,52** millions d'euros, soit une diminution de 27,95 millions d'euros.

- **C'est une diminution historique et drastique des crédits de 23%, du jamais vu contre l'Action Sociale.**
- **C'est une année blanche pour le logement avec l'association ALPAF dont la subvention annuelle est réduite à néant (au lieu de 26,6 millions).**

ALPAF devra donc puiser dans ses réserves. C'est un très mauvais signe donné par les Ministres à l'ensemble des agents.

Les agents des Ministères et en particulier les agents en première affectation sont confrontés à la modicité grandissante de leurs salaires et à une inflation des loyers dans un contexte de fortes tensions immobilières.

- **Comment réserver** des logements pour les agents quand ALPAF n'a plus de subvention ?
- **Comment apporter** des aides à la première installation ?
- **Comment accorder** des prêts à l'habitat ?
- **Comment accorder** des prêts pour l'acquisition de logements ?

Nous assistons à une véritable remise en cause de la politique sociale aux Ministères économiques et financiers et de la politique du logement en particulier, sujet prégnant et éminemment social.

Ce projet de budget 2016, inique, consacre la fin de la «sanctuarisation» (terme utilisée depuis plusieurs années par l'administration elle-même) des crédits d'action sociale aux ministères économiques et financiers.

Cette suppression de la subvention pour ALPAF, qui avait déjà vu celle de 2015 réduite de 2 millions d'euros, ne laisse **aucune marge de manœuvre pour de nouvelles prestations ou l'élargissement des prestations existantes.**

De plus, les ministères économiques et financiers se vantent de leurs avancées sur l'égalité femmes /hommes alors qu'ils ne prévoient même pas de crédits pour de nouvelles places de crèches.

Avec EPAF Le tourisme social doit faire face à des réglementations de plus en plus contraignantes et à une augmentation des coûts. Malgré cela, EPAF voit sa **subvention diminuer** de 540 000 euros ! **Là encore ce seront les agents qui devront payer l'addition.**

Les crédits consacrés à la protection sociale complémentaire (MGEFI) **subissent une diminution** de 5,61 millions d'euros redéployés sur la restauration mais seulement pour faire face à l'augmentation de 1 euro du titre restaurant.

Ce budget d'austérité est une véritable marque de mépris sans précédent pour les agents dans un contexte de gel du point d'indice, de baisse du volume de promotions et de diminution du pouvoir d'achat.

L'action sociale a été gagnée grâce aux luttes de 1989. C'est un acquis majeur pour les agents des ministères économiques et financiers..

Solidaires Finances n'acceptera aucune remise en cause de cet acquis des luttes et agira aux côtés de tous les agents pour défendre et maintenir une action sociale de qualité à un haut niveau.

Si l'action sociale a un coût, elle n'a pas de prix !